

## A nous les banques et la finance... Pourquoi ?

### Leurs pratiques malsaines

① Elles financent des industries polluantes et nauséabondes, utilisent notre argent à des fins malsaines, nuisibles aux générations futures et aux populations du monde entier.

- **Nucléaire** : parmi les cinq banques qui investissent le plus dans l'atome, figurent trois groupes français : **BNP-Paribas** (13,5 milliard d'euros entre 2000 et 2009), la **Société générale** (9,7 milliards) et le **Crédit agricole** (9,2 milliards).

- **Pétrole** : Entre 2006 et 2008, **BNP Paribas** et la **Société Générale** ont participé respectivement à hauteur de 400 millions et 86 millions d'euros à un prêt pour Suncor Energy, l'une des plus importantes entreprises impliquées dans l'industrie des sables bitumineux au Canada. Le pétrole extrait des sables bitumineux a un impact désastreux sur l'environnement.

- **Extraction minière** :  
En mars 2007, **BNP Paribas**, la **Société Générale** et le **Crédit agricole** ont participé à hauteur de 260 millions à un prêt pour Freeport McMoran. Cette société exploite une mine en Indonésie ; elle rejette chaque jour 230 000 tonnes de déchets pollués dans la rivière proche de la mine. Les opposants de la mine sont durement réprimés par les forces militaires corrompues par la compagnie.

- Entre 2005 et 2008, **BNP Paribas**, le **Crédit agricole** et la **Société Générale** ont aussi participé à hauteur respectivement de 56, 120 et 56 millions d'euros à un prêt pour Vedanta Resources, une compagnie minière indienne qui a illégalement déplacé des populations indigènes hors de leurs terres et qui a rejeté des déchets toxiques en Inde et en Zambie.

- **Armement** : Entre 2005 et 2007, **BNP Paribas** et la **Société Générale** ont participé à hauteur de 300 et 160 millions de dollars à des prêts pour Textron qui produit des bombes à sous-munitions

Source : Profundo, organisme de recherche économique espagnol



② Elles spéculent sur des matières premières, notamment agricoles en achetant et vendant des quantités virtuelles de céréales, cacao, sucre ... , espérant une évolution des prix favorable pour elles. En 2008, ce jeu de casino financier a contribué à faire monter les prix à des niveaux record, poussant à la famine des populations entières dans les pays les plus pauvres.

Le groupe **BNP Paribas** était l'une des banques agissant en 2010 pour le compte du fond spéculatif britannique Armajaro, qui a organisé une spéculation massive sur le cacao, avec pour effet de pousser les prix au plus haut.

La **Société Générale** et le **Crédit Agricole** possèdent également des filiales proposant des fonds constitués de matières premières agricoles et cotés en Bourse comme de simples actions. Fin 2010, à la suite des effets de la crise alimentaire, les fonds de la BNP Paribas, de la Société générale (Lyxor) et du Crédit agricole (Amundi) ont enregistré de fortes hausses. Amundi agriculture a annoncé une « performance » de 60 % en un an.

D'après la Banque mondiale, 44 millions de personnes sont tombées dans la pauvreté sous l'effet de la hausse des prix alimentaires depuis juin 2010...

③ Elles ont commencé à spéculer, début 2010, contre les pays européens les plus endettés, à commencer par la Grèce et l'Irlande, provoquant une crise grave au sein de la zone euro.

Parmi les institutions financières qui ont spéculé sur la dette grecque, on trouve les américains Goldman Sachs ou JP Morgan, et en Europe, **BNP-Paribas** ou la Commerzbank. Selon la banque des règlements internationaux, les banques françaises (**BNP Paribas**, **Société générale** et **Crédit agricole**) détiendraient 75,4 milliards de dollars d'obligations grecques.

Source : [www.bastamaq.net](http://www.bastamaq.net)

④ Elles pratiquent l'évasion fiscale : en plaçant des filiales dans des paradis fiscaux, elles échappent aux impôts et privent donc les finances publiques de fonds considérables.

⑤ Elles imposent des tarifs bancaires toujours en hausse (+ 28 % en 5 ans, d'après l'UFC Que choisir), fragilisant les plus modestes et développent pour eux les crédits à la consommation, les exposant à la spirale du surendettement.

La plupart des institutions de crédit à la consommation sont des filiales des grandes banques : Cetelem et Cofinoga, filiales de **BNP Paribas** ; Cofidis, filiale du **Crédit Mutuel** ; Sofinco et Finaref, filiales du **Crédit Agricole**... Les crédits à la consommation sont proposés souvent sans aucune étude de solvabilité. Fin 2010 le taux d'intérêt moyen des crédits permanents était de 15,86 % !

**BNP Paribas** possède 189 filiales dans les paradis fiscaux, contre 115 pour le **Crédit agricole**, 90 pour les **Banques Populaires**, 57 pour la **Société Générale**. Les banques françaises détenaient, en juin 2008, 370 milliards d'euros dans les paradis fiscaux, en croissance de 300% en 5 ans.  
source : Alternatives économiques

**Cet argent investi par les banques françaises dans les paradis fiscaux génère un manque à gagner d'environ 20 milliards d'euros chaque année pour les finances publiques françaises.**

source : Marianne, mars 2009 ; d'après des données de la Banque de France et du FMI.

A comparer aux 29,8 milliards d'euros de déficit de la Sécurité Sociale en 2011... ou aux 32,2 milliards d'euros de déficit du régime des retraites en 2010... ou encore aux 40 milliards à réunir pour d'éradiquer la faim dans le monde...

## Leur responsabilité dans la crise des dettes publiques

### Acte 1 : De la cupidité des banques à la crise financière ...

**L'obsession permanente de rentabilité financière à court terme et d'investissements hasardeux, a conduit les banques et le système financier à leur effondrement en 2007-2008.**

La crise financière a commencé en 2007 par le krach de l'immobilier aux États-Unis, qui s'est immédiatement répercuté sur le secteur bancaire américain. En septembre 2008, la grande banque américaine Lehman brothers fait faillite. La crise financière se propage alors au reste du monde "grâce" à la libre circulation des capitaux : de nombreuses banques lui avaient prêté de l'argent sans garantie.

En France, ces banques sont **BNP Paribas** (qui avait prêté 405 millions d'euros à Lehman Brothers), la **Société générale** (479 millions d'euros), le **Crédit agricole** (270 millions d'euros) et Dexia (350 millions d'euros).

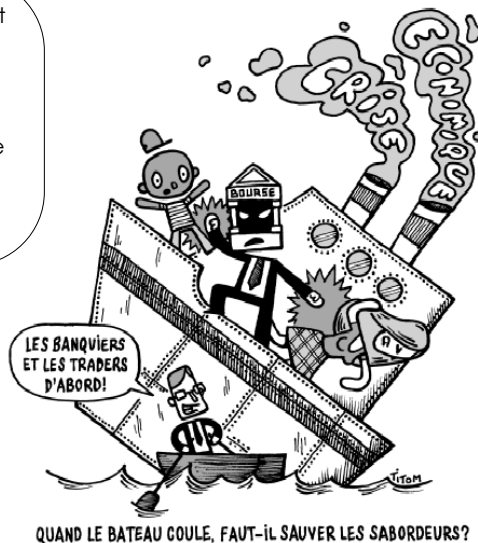
### Acte 2 : De la crise financière à la crise des dettes publiques...

• Une crise financière qui entraîne une crise économique (récession) ...

Quand les banques rechignent à prêter aux particuliers, la consommation baisse ... Et puisque le crédit s'est aussi durci pour les entreprises, des milliers de PME sont au bord de la faillite, des emplois sont supprimés par millions, diminuant la demande...

• Des interventions massives des autorités publiques pour sauver le secteur bancaire et pour relancer l'économie ...

En France, l'État débourse 20 milliards en 2008/2009 pour renforcer les fonds propres des banques et 34 milliards sur 2009/2010 pour relancer l'économie.



➔ Les comptes publics, déjà mis à mal par 20 ans d'érosion fiscale (niches et cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises) sont asséchés !

La dette publique en France passe de 64% du PIB en 2007 à 82% en 2010

### Acte 3 : 2010, les fauteurs de la crise mordent la main qui les a secourus ...

Alors que la faillite du système bancaire et financier a mis en lumière son fonctionnement injuste et voué à l'effondrement, une remise en cause profonde semblait inévitable ...  
... mais le poids politique des grands acteurs de la finance leur ont permis de réaliser l'improbable :

#### Ils ont tiré profit de l'affaiblissement qu'ils ont provoqué dans certains pays !

En utilisant l'argent que leur prêtait massivement et à bas coût la Banque centrale européenne, les banques se sont mises à spéculer contre les pays les plus endettés (Grèce, Portugal, Irlande, puis Italie) : en gonflant artificiellement les taux d'intérêts des prêts qu'elles leur avaient consentis, elles ont enregistré des profits massifs, alourdissant l'endettement de ces pays.

### Acte 4 : ... Puis tentent d'imposer leur loi à des Etats qui les ont pourtant sauvés ...

Conformément aux exigences du traité de Maastricht en 1992, les Etats sont obligés d'emprunter sur les marchés financiers. Et en ces temps de crise, le recours à l'emprunt est massif. Les marchés financiers se trouvent donc dans une position dominante vis-à-vis des Etats, d'où ce chantage odieux sur les budgets publics (voir ci-contre).

« La situation financière de votre pays m'affole. En vous prêtant de l'argent, je cours le risque d'un non remboursement. Je vous prêterai, mais ce sera à un taux d'intérêt élevé ; je ne vais pas prendre de risques pour rien ... Je réduirai mes taux lorsque vous aurez assaini vos finances conformément à mes recommandations »

#### Ces recommandations sont les politiques d'austérité :

##### Réduction des salaires

- pour maximiser les profits placés par les entreprises sur les marchés financiers.
- pour forcer les salariés, afin de maintenir leur niveau de vie, à contracter des emprunts (notamment les crédits à la consommation) auprès des banques.
- pour éviter l'inflation (hausse des prix) défavorable aux créanciers et aux détenteurs de capitaux (une somme donnée placée dans une banque permet d'acheter moins de produits si leurs prix augmentent)

##### Réduction des dépenses publiques

- pour garantir le remboursement prioritaire de la dette et de ses intérêts aux banques et fonds spéculatifs.
- pour alimenter les marchés financiers : quand l'Etat se désengage d'un domaine d'activité, le secteur privé prend la relève et réalise des profits qui alimenteront les marchés financiers...  
Exemple : le système français de retraites...

• Plus généralement, c'est une poursuite sans fin de la **concurrence et de la guerre économique**, toujours pour attirer les capitaux par des perspectives de haute rentabilité.

#### Pourquoi ces politiques sont-elles injustes ?

① Elles consistent à faire payer les dettes publiques et les pots cassés de la crise aux peuples et non aux banques et aux marchés financiers, pourtant responsables de l'explosion de ces dettes.

② Elles reposent sur un mensonge :

#### Les dettes publiques ne résultent pas d'un excès de dépenses publiques

En 30 ans en France, elles ont diminué d'environ 3 % du PIB  
source : OFCE, Centre de recherche en économie de Sciences Po

③ Les dettes publiques s'expliquent par :

- **des politiques fiscales** : baisses d'impôts pour les hauts revenus et les grandes entreprises depuis 25 ans, réduisant les recettes de l'Etat de 4 % du PIB en France.

Source : OFCE, Centre de recherche en économie de Sciences Po

- **des politiques monétaires** : l'obligation pour les Etats européens d'emprunter sur les marchés financiers... à des taux incertains et souvent prohibitifs.

- **la crise financière et économique** qui a fait exploser ces dettes publiques : pour sauver les banques et l'économie qu'elles avaient entraînée dans leur chute, les Etats ont massivement emprunter : en France, entre 2007 et 2010, la dette publique est passée de 64 % à 82 % du PIB.

D'après J. Généreux (économiste) et le syndicat national des impôts, revenir au barème d'imposition de fin 1999 (en éliminant les cadeaux fiscaux qui ont été faits aux plus hauts revenus) augmenterait les ressources de l'Etat de 100 milliards d'euros chaque année !  
A comparer encore aux 29,8 milliards d'euros de déficit de la Sécurité Sociale en 2011... ou aux 32,2 milliards d'euros de déficit du régime des retraites en 2010...

## Acte 5 : ... Et les gouvernants approuvent !!

Comment expliquer le si peu de volonté politique pour désarmer les marchés financiers à l'origine de la crise ? Et comment expliquer le si peu d'opposition à ces politiques d'austérité injustes ?

- **Les lobbies** bancaires et financiers ont une imposante capacité d'obstruction.
- **Les élites politiques et financières sont très proches et « interchangeable »**, comme en France, où elles sortent des mêmes écoles et entretiennent d'étroites relations entre elles.
- Plus généralement, ces politiques d'austérité s'inscrivent dans l'exacte **continuité des politiques néolibérales en place depuis 20 ans** : ces politiques servent l'intérêt des milieux financiers en imposant toujours les mêmes recettes : « assainissement » des finances publiques, déréglementations tous azimuts, privatisations, mise en concurrence des travailleurs et des territoires, guerre économique pour attirer les capitaux libérés depuis le tournant libéral des années 1980.  
→ **La crise de l'Euro est devenue le prétexte pour généraliser et imposer les politiques d'austérité en Europe.**

A ces fins, les chefs d'Etats de la zone Euro ont mis en œuvre une véritable « stratégie du choc » en adoptant en mars 2011 le « Pacte pour l'Euro plus ». Au programme : discipline, contrôles et sanctions... non pas pour les marchés financiers, mais pour les budgets publics. Il est notamment demandé aux Etats d'inscrire l'équilibre budgétaire dans leur Constitution.

## Acte 6 : été 2011 : le néolibéralisme à son propre piège ou le début de la fin ?

- Les politiques d'austérité imposées sont non seulement socialement injustes mais économiquement inefficaces : elles plongent les pays dans la récession, sans parvenir à résorber les déficits.
- Pour les banques ayant prêté aux pays endettés, le risque de ne pas être remboursées est donc réel.
- Ce qui entame sérieusement la confiance des marchés financiers à l'égard de ces banques : d'où la chute des valeurs boursières des banques françaises et européennes.
- Cette chute ouvre une deuxième crise bancaire majeure après celle de 2007-2008.
- L'intervention prochaine des États et de la Banque centrale européenne pour sauver les banques apparaît inéluctable. Mais cette fois-ci, les Etats n'ont plus de marge de manœuvre !!

## A nous les banques et la finance... Comment ?

Nous devons nous opposer aux pseudo-réformes proposées par le G20 et nos gouvernements dont le seul but est de "rassurer les marchés" !

**ATTAC** propose :

- **Nationaliser les banques défilantes et faire participer les citoyens** à leurs instances de décision .
- **Annuler les dettes illégitimes** à l'instar du refus exprimé par référendum par les citoyens islandais : les citoyens n'ont pas à payer pour une dette dont ils ne sont pas responsables.
- **Taxer l'ensemble des transactions financières** afin de freiner les opérations spéculatives.
- **Séparer strictement dans les banques les activités de dépôt (gestion de nos dépôts courants) et les activités d'investissement (introduction en bourse, émission de dette, etc.)**
- **Interdire aux banques d'avoir des filiales dans les paradis fiscaux et judiciaires.**

## A nous les banques et la finance... Et en attendant ?

### Changez de banque !

Toutes les banques ne se valent pas : Politis les a classées sur les critères suivants : impact carbone, présence dans les paradis fiscaux, investissements dans le nucléaire, investissements solidaires :

- |   |  |
|---|--|
| 1 <sup>er</sup> : <b>La Nef</b>         | 6 <sup>ème</sup> : HSBC                |
| 2 <sup>ème</sup> : Le crédit coopératif | 7 <sup>ème</sup> : La Société Générale |
| 3 <sup>ème</sup> : Banque postale       | 8 <sup>ème</sup> : Le Crédit Agricole  |
| 4 <sup>ème</sup> : BPCE                 | 9 <sup>ème</sup> : BNP Paribas         |
| 5 <sup>ème</sup> : Crédit Mutuel        |  |

### Une Société financière particulièrement exemplaire : la NEF

C'est une coopérative de finances qui collecte de l'épargne (comptes épargne et compte chèques) et octroie des crédits.

L'argent déposé par les particuliers, associations ou entreprises n'emprunte pas les circuits financiers classiques mais finance uniquement des projets ayant des fins d'utilité sociale et environnementale.